

Strasbourg, 25 octobre 2024

GT-CS(2024)8

**COMITÉ DIRECTEUR SUR LA DÉMOCRATIE  
(CDDEM)**

\*\*\*

**GROUPE DE TRAVAIL SUR LA PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE  
(GT-CS)**

**RAPPORT DE LA 2<sup>e</sup> RÉUNION  
(Réunion en ligne, 2 octobre 2024)**

Note du Secrétariat  
établie par la  
Direction générale de la démocratie et de la dignité humaine  
Division des institutions démocratiques et de la société civile

---

Le Groupe de travail du CDDEM sur la participation de la société civile (GT-CS) tient sa 2e réunion le 2 octobre 2024 (par visioconférence via Zoom – 9h30-17h30). La réunion est facilitée par le Secrétariat du CDDEM (Secrétaire Mme Urška Umek) avec l'approbation du GT-CS, en attendant l'élection, lors de la 2e réunion plénière du CDDEM, du/de la Président-e du Comité, du/de la Vice-Président-e, et l'élection ultérieure du/de la Président-e du Groupe de travail, du/de la Vice-Président-e et du Bureau.

## **1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour**

Le Secrétariat ouvre la réunion et souhaite la bienvenue à tous les participants, dont la liste figure à l'Annexe I du présent rapport. L'ordre du jour est adopté tel qu'il figure à l'Annexe II.

## **2. Discussion du projet révisé de Note d'orientation sur la participation de la société civile aux travaux intergouvernementaux du Conseil de l'Europe**

Les membres et les participants du GT-CS examinent en détail le texte révisé du projet de Note d'orientation ; ils passent en revue les commentaires individuels formulés sur le texte lors de la dernière révision et discutent de leurs implications. Les membres et les participants commentent les propositions de rédaction du Secrétariat et recherchent les solutions les plus appropriées aux questions en suspens.

Avant la réunion du Groupe de travail, le Secrétariat a reçu des propositions et des commentaires de plusieurs délégations (Belgique, Finlande, Grèce, Roumanie, Royaume-Uni), de secrétariats d'autres Comités directeurs et d'organes et services du Conseil de l'Europe (Comité directeur pour la lutte contre la discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI), Division de l'enfance, Direction des programmes et du budget, Direction générale des droits de l'homme et de l'Etat de droit, Unité de la société civile), ainsi que de douze organisations membres de la Conférence des ONG du Conseil de l'Europe (CINGO)), qui étaient déjà inclus dans le texte ou dont l'inclusion devait être discutée au cours de la réunion. Le GT-CS examine chaque commentaire tour à tour.

La discussion porte sur le champ d'application du document et sur l'opportunité d'inclure des références à des groupes spécifiques (comme les enfants) ou à des questions spécifiques (comme la protection de l'environnement). Plusieurs membres estiment que l'inclusion de références à des groupes et/ou des questions spécifiques risquait d'exclure d'autres groupes et donc de limiter la portée du texte. Le GT-CS discute également de la portée de la Note d'orientation, qui ne s'applique qu'aux comités intergouvernementaux, mais qui pourrait également inspirer d'autres structures du Conseil de l'Europe dans leur engagement avec la société civile. Un certain nombre de suggestions sont faites pour renforcer l'importance d'approches cohérentes et de clarté au bénéfice de la société civile, et un ajout à cet effet est proposé pour être finalisé lors de la plénière du CDDEM. Les membres du groupe de travail discutent également d'une proposition visant à créer un point d'information unique pour les acteurs de la société civile, avec des informations facilement accessibles et différents moyens de s'engager avec le Conseil de l'Europe. Cependant, comme il existe déjà un portail pour la société civile, le texte a plutôt souligné l'importance de fournir des informations substantielles sur les possibilités de participation de la société civile. Dans ce contexte, la Direction des programmes et du budget a proposé un ajout, qui a été inclus dans le texte introductif, mentionnant les différentes possibilités pour la société civile de coopérer avec les comités intergouvernementaux dans le cadre des règles existantes.

En ce qui concerne les lignes directrices de la Note d'orientation, leur structure a été légèrement modifiée, notamment parce qu'il a été convenu que, pour respecter les différents mandats des différentes structures du Conseil de l'Europe, la Note devrait se limiter à des questions de fond, tout en s'abstenant d'appeler à des changements spécifiques des instruments existants. Il a également été décidé de ne pas élargir le champ d'application en incluant dans le texte la possibilité pour les institutions nationales des droits de l'homme (INDH) de contribuer à l'échange d'informations sur l'Organisation ; toutefois, il est accepté d'inclure une ligne directrice encourageant un dialogue régulier avec la société civile aux niveaux national et infranational en vue d'échanger des points de vue sur des questions d'actualité liées aux activités du Conseil de l'Europe. Les membres sont convenus d'inclure une disposition sur la possibilité pour la société civile de participer aux travaux des comités intergouvernementaux et des organes subsidiaires, afin d'exprimer leurs points de vue, y compris critiques, librement et sans crainte de répercussions. Une délégation attire l'attention sur le fait que certaines organisations de la société civile pourraient représenter un risque pour les intérêts légitimes

des États membres, notamment en matière de sécurité nationale ou d'ordre public. Certains textes ont été reformulés pour refléter les conclusions du groupe de travail et certaines parties ont été repositionnées entre différentes sections pour mieux refléter la logique des lignes directrices. Le Secrétariat fait plusieurs propositions de rédaction au cours de la réunion afin de finaliser le texte autant que possible et propose de faire d'autres propositions de rédaction après la réunion, conformément aux orientations convenues, pour examen et finalisation lors de la plénière du CDDEM.

### **3. Discussion du projet d'étude de faisabilité sur la mise à jour de la Recommandation CM/Rec(2007)14 du Comité des Ministres aux États membres sur le statut juridique des organisations non gouvernementales en Europe**

Lors de sa première réunion en juillet 2007, le GT-CS avait mandaté M. Jeremy McBride, consultant du Conseil de l'Europe et Président du Conseil d'experts sur le droit des ONG de CINGO, pour préparer une étude de faisabilité sur la mise à jour de la Recommandation [CM/Rec\(2007\)14](#) du Comité des Ministres aux États membres sur le statut juridique des organisations non gouvernementales en Europe. Le projet d'étude de faisabilité qui en résulte a été distribué au GT-CS avant la réunion pour examen et commentaires lors de la réunion.

M. McBride présente le projet de texte, qui reçoit l'approbation générale des membres du groupe de travail, qui se déclarent satisfaits de la qualité du document. M. McBride aborde la structure de l'étude, ainsi que les questions qui ont été couvertes dans la Recommandation originale mais qui devraient être davantage traitées dans le texte révisé, et enfin les ajouts possibles à faire dans le contexte d'une nouvelle Recommandation destinée à remplacer la CM/Rec(2007)14. Au cours de la discussion qui suit, il est souligné que le nouveau texte ne devait pas affaiblir les acquis de la recommandation initiale en termes de niveau de protection des organisations de la société civile et de leur capacité à fonctionner. M. McBride estime qu'environ deux tiers de la Recommandation originale étaient encore valables et devraient donc être incorporés dans le nouveau texte sans changements significatifs.

Le Secrétariat réitère la nécessité de parvenir à un accord de base sur l'objectif, la forme, l'orientation et le contenu de l'étude de faisabilité afin qu'elle puisse servir de base utile à la mise à jour de la Recommandation. Le Groupe de travail discute ensuite de certaines questions soulevées dans l'étude, telles que la nécessité de différencier davantage le "lobbying" et le "plaidoyer" dans le contexte des activités de la société civile. Le GT-CS accepte de revoir certains aspects du texte et a demandé au consultant de fournir des suggestions de rédaction par écrit.

### **4. Prochaines étapes**

Concernant le projet de Note d'orientation sur la participation de la société civile aux travaux intergouvernementaux du Conseil de l'Europe, le GT-CS convient que le Secrétariat révisera le texte conformément aux conclusions et orientations exprimées au cours de la réunion, et l'enverra aux membres avec la possibilité de faire des suggestions finales avant ou lors de la 2e réunion plénière du CDDEM.

Concernant le projet d'étude de faisabilité sur la mise à jour de la Recommandation [CM/Rec\(2007\)14](#) du Comité des Ministres aux États membres sur le statut juridique des organisations non gouvernementales en Europe, le GT-CS convient de fournir d'éventuels commentaires et suggestions écrits supplémentaires jusqu'au 15 octobre, après quoi ils seront pris en compte pour le texte révisé qui sera présenté lors de la 2e réunion plénière du CDDEM. Les commentaires et suggestions soumis après cette date seront examinés à un stade ultérieur.

En ce qui concerne la troisième tâche du GT-CS, à savoir contribuer à l'examen de la mise en œuvre de la Recommandation [CM/Rec\(2018\)11](#) du Comité des Ministres aux États membres sur la nécessité de renforcer la protection et la promotion de l'espace de la société civile en Europe, qui sera préparée par le Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH), plusieurs délégations fournissent des bonnes pratiques concernant leur cadre juridique et leurs pratiques nationales et/ou infranationales. Le Secrétariat informe les membres du GT-CS qu'en outre, un bref aperçu des résultats des études récentes menées par le Conseil d'experts CINGO sur le droit des ONG est en cours de préparation en vue d'une éventuelle inclusion en tant que contribution du CDDEM et sera diffusé le 10 octobre, avant la réunion plénière du CDDEM.

**5. Autres questions**

Néant.

**6. Date de la prochaine réunion**

La décision sur la date de la prochaine réunion (2025) du groupe de travail est reportée jusqu'après l'élection des président·e·s, vice-président·e·s et Bureaux du CDDEM et du GT-CS lors de la deuxième séance plénière.

**ANNEXE I****LISTE DES PARTICIPANTS****MEMBERS / MEMBRES****ARMENIA / ARMENIE**

Ms Lilya AFRIKYAN, Coordinator of the "Open government partnership" Initiative, the Prime Minister's Office

**AUSTRIA / AUTRICHE**

Mr Peter ANDRE, Ministry of Interior, Senior Expert for Legal Affairs

**BELGIUM / BELGIQUE**

Mr Edwin LEFEBRE, Deputy Director, Ministry of the Flemish Community, Agency for Home Affairs

**BULGARIA / BULGARIE**

Ms Desislava ILIEVA-BARIENTOS, state expert, Department "Prevention and protection from domestic violence, cooperation on ethnic and integration issues and interaction with civil society", Administration of the Council of Ministers for election

**CYPRUS / CHYPRE**

Ms Menelaos VASSILIOU, Ministry of Interior

**CZECHIA / TCHEQUIE**

Mr Pavel MIČKA, Head of the unit of the Government Council for Non-Governmental Non-Profit Organisations Office of the Government of the Czech Republic

**ESTONIA / ESTONIE**

Mr Martin TULIT

**FINLAND / FINLANDE**

Ms Anu JUVONEN, Advisory Board on Civil Society Policy (KANE)

**GREECE / GRECE**

Mr Georgios CHRYSAFIS, expert within the Department of Organisation and Functioning of Second Level of Local Government

**ICELAND / ISLANDE**

Apologised for absence / Excusé

**ITALY / ITALIE**

Ms Maja BOVA, Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation

## **REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA**

Ms Natalia POSTICA, Deputy Head of the Human Rights and Cooperation with Civil Society Department

Ms Daniela SORAHMETOV, main consultant

Ms Aurelia ISAC, main consultant, Human Rights and Cooperation with Civil Society Department

## **MONTENEGRO**

Ms Bosiljka VUKOVIC-SIMONOVIC, Head of Division for the Council of Europe Department for the OSCE and CoE/DG for Multilateral Affairs, Ministry of Foreign Affairs

## **NETHERLANDS / PAYS-BAS**

Ms Hester MENNES, Policy officer Democracy, Directorate-General Public Administration and Democratic Rule of Law, Democracy and Governance Department, Ministry of the Interior and Kingdom Relations

## **NORWAY / NORVEGE**

Mr Vebjørn HEINES, Policy Director for Democracy and Human Rights, Ministry of Foreign Affairs

## **PORTUGAL**

Ms Tânia MOURATO, Head of Department for Cooperation and Financial Affairs of the General Directorate of Local Authorities

## **SLOVENIA / SLOVENIE**

Ms Maja KERŽAN SOKLIČ, Ministry of Public Administration, Directorate for Local Self-Government, Non Governmental Organisations and Political System

## **SPAIN / ESPAGNE**

Ms Silvia NEGRO ALOUSQUE, Sous-directrice des Relations Européennes et Internationales du Ministère de la Politique Territoriale et de la Mémoire Démocratique

## **SWITZERLAND / SUISSE**

Mr Beat KUONI, Conseiller juridique, Chancellerie fédérale, juriste au sein de la Section des droits politiques

## **UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI**

Ms Coralie BLATCHFORD-NEAVE, Governance Reform and Democracy, Ministry of Housing, Communities & Local Government

## **PARTICIPANTS / PARTICIPANTS**

## **CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Niall SHEERIN, Centre of Expertise for Multilevel Governance / Centre d'expertise sur la gouvernance à multiniveaux

**CONFERENCE OF INGOS OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONFERENCE DES OING DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Roy VIRAH-SAWMY, European Platform for Democracy

**ADVISORY COUNCIL ON YOUTH / CONSEIL CONSULTATIF SUR LA JEUNESSE (CCJ)**

Ms Margo VORYKHAVA, Vice-Chair

Ms Emma WEDNER

**OTHER PARTICIPANT / AUTRE PARTICIPANT**

**EUROPEAN UNION / UNION EUROPEENNE**

Ms Elena HAIG, European Commission, Directorate General for Justice and Consumers, Directorate C – Rule of Law, Fundamental Rights and Democracy, Unit C2 – Fundamental rights policy

**GUEST SPEAKER / INTERVENANT**

Mr Jeremy McBride

**SECRETARIAT**

**SECRETARIAT DU CDDEM / SECRETARIAT DU CDDEM**

Ms Urška UMEK, Secretary of the CDDEM / Secrétaire du CDDEM

Mr Alexander VOGT

Ms Isabelle ETTER, Assistant / Assistante

**OTHER SECRETARIAT / AUTRE SECRÉTARIAT**

Ms Irena GUIDIKOVA, Head of the Democratic Institutions and Freedoms Department / Cheffe du Service des institutions démocratiques et des libertés

Ms Lotta VALTONEN, Civil Society Unit / Unité de la société civile

**OTHER COUNCIL OF EUROPE PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**European Committee on Legal Co-Operation / Comité européen de coopération juridique (CDCJ)**

Mr James D'AGOSTINO, Senior Lawyer, Office of the State Advocate, Malta

**Steering Committee on Anti-Discrimination, Diversity and Inclusion / Comité directeur sur l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI)**

Ms Charlotte GILMARTIN, Co-Secretary of the CDADI

**Division for Gender Equality / Division pour l'égalité de genre**

Ms Camille GANGLOFF

**INTERPRETERS / INTERPRETES**

Ms Remy JAIN  
Mr Nicolas GUITTONNEAU  
Ms Lisa WOJCIECHOWICZ

**ANNEXE II****AGENDA**

|    |                                                                                                                                                                                                                   |                  |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| 1. | Ouverture de la réunion par le Secrétariat                                                                                                                                                                        |                  |
| 2. | Adoption de l'ordre du jour                                                                                                                                                                                       | [GT-CS(2024)OJ2] |
| 3. | Discussion du projet révisé de note d'orientation sur la participation de la société civile aux travaux du Conseil de l'Europe                                                                                    | [GT-CS(2024)6]   |
| 4. | Discussion du projet d'étude de faisabilité sur la mise à jour de la Recommandation CM(2007)14 du Comité des Ministres aux Etats membres sur le statut juridique des organisations non gouvernementales en Europe | [GT-CS(2024)7]   |
| 5. | Prochaines étapes                                                                                                                                                                                                 |                  |
| 6. | Autres questions                                                                                                                                                                                                  |                  |
| 7. | Date de la prochaine réunion                                                                                                                                                                                      |                  |